

NOUVELLES ÉTRANGÈRES

On écrit de Saint-Petersbourg à la *Tribune* de Berlin, que le prince Gortschakoff, en apprenant la victoire du parti libéral aux récentes élections anglaises, aurait dit les paroles suivantes :

— Maintenant, je peux me retirer, Gladstone fera mon affaire.

D'après la *Correspondance politique*, le nonce du Saint-Siège à Madrid a demandé asile au gouvernement espagnol pour les Jésuites qu'on expulse de France. Le cabinet de M. Canovas del Castille a promis d'accorder à un certain nombre de Jésuites, émigrés de France, l'autorisation de se fixer en Espagne, mais à l'exception des provinces basques.

Le nonce du Saint-Siège a remis au président de la république française une lettre autographe du Pape, dans laquelle Léon XIII se prononce en faveur des Jésuites ainsi que des autres congrégations religieuses non autorisées, disant que pour l'Eglise elles sont d'une nécessité absolue. Le langage de la lettre est modéré, mais le pape déclare qu'il doit prendre la défense des congrégations. Il ne voudrait pas qu'elles eussent recours à des moyens illégaux, mais il approuve leurs projets de résistance et leur plan de porter la question devant les tribunaux. La lettre signale enfin les dangers que pourraient susciter en France les décrets du 21 mars.

Pour la première fois dans l'histoire du parlement anglais, un de ses membres a déclaré qu'il ne croyait pas en Dieu : c'est M. Bradlaugh. Plusieurs avant lui avaient refusé de prêter le serment d'allégeance, mais pour d'autres raisons, que celles alléguées par M. Bradlaugh, qui déclare ouvertement qu'il ne croit pas à l'existence de Dieu, et qu'il ne peut, par conséquent, prendre Dieu à témoin de son affirmation. Les quakers ont refusé déjà de faire le serment requis pour être admis à siéger au parlement ; mais c'était parce qu'ils croient que Dieu défend de jurer. Sous le règne de notre souveraine, le parlement a adopté une loi substituant le serment "consolidé" aux trois serments d'allégeance, de suprématie et d'abjuration, et pourvoyant à une forme de serment à laquelle les quakers et autres ne pussent pas objecter.

Si M. Bradlaugh persiste dans son refus, il perdra son siège au parlement et devra de nouveau solliciter le suffrage de ses commettants de Northampton. Ceux-ci s'exposeraient à se faire enlever leurs droits électoraux en le réalisant.

Les élections anglaises s'étant faites principalement sur le terrain de la politique étrangère, on s'est demandé si l'avènement d'un cabinet libéral n'apporterait pas de grands changements dans la conduite que l'Angleterre avait tenue jusqu'ici à l'étranger. M. Gladstone, le chef du parti whig, vient d'indiquer les grandes lignes de sa politique dans une conversation qu'il a eue avec le correspondant de la *Wiener Allgemeine Zeitung* ; en voici quelques passages :

On a grand tort de penser que la politique du grand parti libéral sera favorable au développement de la puissance russe en Orient ; je n'ai jamais abattu les barrières qu'on a élevées sur son chemin, quoique d'après mon opinion, tout en usant de moyens regrettables, on lui a aplani bien des difficultés pour l'avenir. ... Je hais le nom de Metternich et tout ce qui rappelle son système d'intervention dans les affaires des peuples aspirant à la liberté. Il faut que les races slaves libérées soient aussi libres de s'assurer un avenir à leur guise.

Celui qui connaît l'expression anglaise *hands off* (à bas les mains) connaît aussi ma politique. Je suis un chien de garde qui aboie parce que c'est son devoir. Je respecte l'amour de la liberté, le patriotisme du peuple autrichien et de son gouvernement libéral, mais à bas les mains en ce qui touche la terre et les biens des autres nations libres.

Ces déclarations de M. Gladstone expliquent suffisamment le mécontentement

général qu'a provoqué en Autriche la victoire du parti libéral de la Grande-Bretagne.

Un journal de Vienne publie un manifeste que le professeur émigré Dragomanoff, parlant au nom du parti révolutionnaire, vient d'adresser au peuple russe et au comte Loris-Melikoff. Dans ce manifeste, le parti révolutionnaire déclare être prêt à conclure un armistice, si le gouvernement acceptait les conditions suivantes :

Révocations de tous les satrapes nommés après l'attentat du 2 avril 1879. Abolition de toutes leurs ordonnances, ainsi que des mesures exceptionnelles édictées en 1873. Abolition de tous les tribunaux militaires institués pour juger les procès politiques. Amnistie et réintégration dans tous leurs droits civils des personnes qui ont été privées de ces droits en vertu d'ordonnances arbitraires des satrapes. Abolition de la police secrète avec toutes ses attributions et agents. Garantie de l'inviolabilité personnelle pour l'avenir. Liberté de la presse, de réunion et d'association. Convocation d'une assemblée nationale formée de représentants du *Zemstow*.

Après avoir énuméré toutes ces conditions, le manifeste dit en s'adressant au comte Loris-Melikoff :

Veuillez, général, communiquer tout cela à votre souverain, et faites-lui signer un ukase dans ce sens. Mais, si nos exigences, si molérées et si raisonnables, venaient à être repoussées, attendez-vous à l'apparition de nouveaux Soloviefs, Mlodetzki et autres, et soyez persuadé que vous n'aurez pas seulement à combattre le comité exécutif des deux dernières années, mais que toute une fédération d'alliances politiques entraînera en lice pour lutter contre la tyrannie et obtenir l'affranchissement du peuple.

A la dernière séance du Reichstag allemand, un des députés M. Buehler a présenté une motion tendant à inviter le prince de Bismarck à convoquer un Congrès qui devrait s'occuper de la question d'un désarmement général en Europe. Cette motion a été repoussée par le Reichstag. Le *Post*, de Berlin, publie la correspondance échangée à ce sujet entre M. Buehler et le prince de Bismarck. Voici d'abord la lettre de M. Buehler :

Votre Excellence ne prendra pas en mauvaise part la suggestion suivante, qui pourrait être blâmable au point de vue politique, mais qui néanmoins est suscitée par de bonnes intentions. Sur le champ de bataille de Gravelotte, lorsque je me vis, ainsi que vous, entouré de cadavres, je fis le serment de faire tout ce qui serait en mon pouvoir pour prévenir les mots de la guerre. Puisse Votre Excellence avoir subi la même impression et prendre une résolution généreuse pour le bien de l'humanité.

Recevez, etc.

BUEHLER.

Le chancelier lui a répondu par la lettre suivante :

Je vous remercie de votre proposition concernant le désarmement. Malheureusement, j'ai tant à faire avec les questions pratiques et urgentes du moment, que je ne puis m'occuper des éventualités de l'avenir, auxquelles, probablement, il ne nous sera pas donné d'assister ni à vous, ni à moi. Ce n'est que dans le cas où vous eussiez réussi à faire adopter votre plan par nos voisins, que moi ou un autre chancelier allemand aurions pu assumer, devant notre patrie qui se tient toujours sur la défensive, la responsabilité d'une initiative de ce genre. Mais même alors je craindrais qu'un contrôle réciproque des nations sur l'état des armements de leurs voisins fût difficile à établir, et que l'organisation d'un *forum* chargé de cette tâche ne rencontrât des difficultés sérieuses.

Recevez, etc.

BISMARCK.

La correspondance se termine par une longue réplique de M. Buehler dans laquelle il exprime le vœu que le prince de Bismarck prenne la paix universelle pour but de sa vie.

— Les cuisiniers français à New-York sont de beaucoup mieux rémunérés que la plupart des journalistes, médecins et avocats. Les salaires s'élèvent souvent de \$2,500 à \$6,000. Le club Lotos a le crédit de payer son chef-cuisinier \$3,000, le New-York Club, \$4,000 ; l'Union League, \$4,000 ; le Manhattan, \$4,700 ; l'Union, \$6,000 ; le Knickerbocker, \$5,500. Parmi les hôtels, le Buckingham paie \$4,000 ; le Clarendon, \$7,500 ; le Metropolitan, \$4,000 ; l'Astor, \$4,200 ; le St-Nicolas, \$4,000 ; le Fifth Avenue, \$5,000 ; le Bristol, \$4,300 ; le Clarendon, \$4,000 ; le Delmonico, \$4,000. C'est à donner l'envie de devenir cordon-bleu.

GLADSTONE

Après les événements dramatiques de la Russie—voici aussitôt le spectacle de l'Angleterre. L'Europe n'a pas d'entr'actes ! Déjà on peut redonner à M. Gladstone le titre qu'il avait en 1874, quand M. Disraeli le renversa—il est *the liberal premier*, c'est-à-dire le premier ministre du cabinet libéral d'Angleterre. Je veux serrer de très près son portrait. On dit, en effet, que la France a une partie de sa fortune engagée dans ces étonnants jeux du scrutin anglais. Un portrait anglais n'est point facile. Les journaux d'outre-Manche qui reproduisent mes études sur la reine et le prince de Galles ont ajouté que ce genre de portrait était inconnu en Angleterre.

J'ai vu pour la première fois M. Gladstone dans le anteroom de la Chambre des Communes. M. Gladstone, en ce temps ministre, traversait la grande salle gothique, en compagnie d'un évêque anglican. Je vois encore l'évêque avec son long chapeau à gouttière et son tablier noir. Je vois surtout Gladstone, vieux—droit—maigre—fort. Ces quatre adjectifs monosyllabiques le dessinent déjà, comme par quatre traits de plume.

Quelques minutes après, j'étais dans la galerie des étrangers de la Chambre des Communes. Je vis dans la salle M. Gladstone assis à la grande table couverte de gros livres. En face de lui, étaient assis à la même table, les chefs de l'opposition. Son large front bombé au-dessus des sourcils, frappa mon regard—et le retint. Il avait cette couche légèrement bituminée que donne aux vieux portraits la patine des temps. De rares mèches, droites et d'un gris sali, tombaient sur ce front, comme des lianes, sur un rocher hâlé par la mer !

Je me levais pour voir mieux. Un geste de mes voisins m'avertit que je faisais là un acte, inusité en parlement anglais—quoiqu'il soit habituel en parlement français. Je me rassais. Je ne voyais de Gladstone que son front. La lumière trop crue des lampes de la salle enlevait la perspective, comme dans un tableau chinois ou de Manet. Ce vieux front semblait sortir des épaules de mes voisins qui étaient devant moi. Aujourd'hui la vision rétrospective de ce tableau me revient encore, comme une sorte de rêve ! De temps en temps apparaissent deux puissantes mains, à hauteur du front. Ces mains sont celles de M. Gladstone. Elles taillent lentement et machinalement à l'américaine un crayon, la pointe en haut—comme on épluche une carotte ! Voilà, au repos—le grand orateur anglais !

M. Gladstone a aujourd'hui soixante-trois ans. Son père, Ecossais, avait été marchand de blé, puis armateur à Liverpool.—Le roi l'avait fait knight. Le fils n'a pas hérité du titre. Il a préféré "to remain one of the people" *restor du peuple*. Ce fut l'orgueil de M. Thiers, à qui M. Gladstone ressemble par certains côtés. Elevé à Eton, il entra à Oxford. C'était un élève grave et laborieux. A Eton il présidait un comité de jeunes garçons âgés de quatorze à quinze ans, qui étudiait et discutait les plus graves questions. Je tiens ce détail d'un de ces jeunes sages. Ces hommes qui ont été vieux pendant leur jeunesse—sont souvent jeunes dans leur vieillesse ! C'est le cas de M. Gladstone.

Il fit, comme tout jeune gentleman, son tour du monde. Il regarda sans rien dire, le monde défiler devant lui—avant de défiler lui-même, mais en parlant beaucoup, devant le même monde. Le jeune Gladstone était déjà profondément religieux. Il allait devenir anglican presque farouche. Il devait bientôt écrire son fameux livre : *In church and state*. L'illustre Macaulay lui répondit ironiquement dans la *Revue d'Elmbourg*. Qui dirait, aujourd'hui, que Gladstone, dans ce livre, invitait l'Etat à imposer, presque

par la force, sa religion ? Avant d'être le libéral qu'on sait, M. Gladstone a été l'inquisiteur qu'on ne sait plus ! Ce même esprit théocratique se fit révolutionnaire en Italie. On se rappelle ses fongueuses lettres à lord Aberdeen—contre les prisons de Naples. Mais son cerveau était assez ample pour contenir toutes ces contradictions. Gladstone allait droit devant lui. Il fut souvent inconséquent—jamais incertain !

La plume est aujourd'hui le levier du monde. Gladstone avait su s'en servir. Il est nommé député de Newark, puis de l'Université d'Oxford. Il le sera plus tard dans le Lancashire, etc., etc., et enfin de Greenwich. Changeant souvent d'opinions—il a eu la bonne idée de changer souvent d'électeurs !

Un cabinet de coalition se forme. Il est mi-conservateur et mi-libéral. C'était bien alors la nuance des idées de Gladstone. Il est nommé chancelier de l'échiquier—sorte de ministre des finances.

C'est que Gladstone a retenu la devise nobiliaire de son père : *Diligent in business*, "Appliqué aux affaires." Cet esprit quasi-mystique est pourtant un merveilleux groupeur de chiffres. Son discours au sujet de ce qu'on appella son premier budget, est vraiment prodigieux. Non-seulement il est applaudi par les *hear*, "écoutez" habituels—mais aussi par des trépidements de pieds. Gladstone termine ce discours si grandement éloquent, par deux vers de Virgile.

Ces citations fréquentes de vers latins ou grecs, sont dans les anciennes habitudes du parlement anglais. Elles n'auraient pas la chance de se faire accepter ou comprendre à la nouvelle tribune de nos conseillers municipaux de Paris—hommes d'Etat de petite culture classique !

L'Angleterre avait un grand orateur de plus—et un financier sans rival !

On ne connaît pas une grande et belle idée politique que Gladstone n'ait point aimée ! On n'en connaît pas une à laquelle il ait été fidèle ! Cependant, ce Don Juan parlementaire a un idéal comme le Don Juan de Byron. Il cherche l'union du spiritualisme avec le positivisme. Le *libéral premier* d'Angleterre est un philosophe qui n'oublie pas que l'homme a un corps—et un économiste qui se souvient que l'homme a une âme !

Voilà sa qualité maîtresse ! Quant au reste, Gladstone sut reconnaître le vent principal qui soufflait dans les tourbillons anglais. Quand il est au pouvoir, il est conservateur et il est avec les catholiques. Quand il est dans l'opposition, il est libéral et il est contre les catholiques. Il écrit *Ritualism and Vaticanism*—attaque contre la papauté. Il veut se rendre populaire—comme Disraeli par son *Lothair*, en paraphrasant la devise : *No popery...* "pas de papauté."

Quelles inconséquences dans sa vie ministérielle ! L'homme d'Etat qui va bientôt adopter pour son pays le système de neutralité à outrance—commence par associer son pays à la guerre de Crimée ! Il prône une vraie politique de chien de Terre-neuve—et il manque de faire noyer son pays en voulant sauver le Turc !

Enfin le voici, après plusieurs chutes, premier ministre. Il redevient le groupeur de chiffres, quoique libre-échangiste. Il veut que l'Angleterre s'enrichisse à la maison. Il retire le rugissement du lion britannique, du concert européen. 1870 arrive ! Comme Jean, du haut du rocher de Pathmos, Gladstone voit, du haut du rocher anglais, passer sur l'Europe les terribles visions ! L'autre jour, il disait à un Français :

"M. Thiers lui-même se fut moqué de moi si j'étais intervenu !"

Je ne sais si les morts entendent—mais à coup sûr ils ne répondent pas ! M. Thiers a dû garder le silence ! Comme il doit souffrir, maintenant que chacun le fait penser de travers ! Dieu devrait permettre à Thiers, comme jadis à Saint-Bonaventure